

FLN

# Ziari et Alioui intègrent la direction

**La mise à l'écart «programmée» de Amar Saïdani de la direction du FLN n'a pas laissé indifférent son successeur à la tête de l'APN. Sans toutefois le remplacer, Abdelaziz Ziari s'impose donc dans le secrétariat permanent du parti.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Saisissant l'opportunité de la réunion de l'instance exécutive et du conseil national du FLN depuis vendredi à l'hôtel El-Aurassi, à Alger, Ziari exercera une grosse pression sur Belkhadem.

Et pour ce faire, deux arguments de taille : président de l'APN, son influence sur les députés du parti est évidente.

Mais pas seulement. M<sup>me</sup> Fatma-Zohra Bitat, l'une des rares personnes à avoir l'oreille de Bouteflika et à laquelle il doit déjà son rang de troisième personnage de l'Etat, a certainement plaidé sa cause. Elle était en tout cas invitée — tout comme le patron de l'UGTA, Madjid Sidi-Saïd — à la cérémonie d'ouverture des travaux du conseil national, hier samedi.

Face à cette situation, Belkhadem trouvera toutefois la parade. Ainsi, et à se fier à des sources proches de la direction du FLN, il proposera tout simplement l'élargisse-

ment du nombre des membres qui constituent le secrétariat permanent, l'équivalent du défunt Bureau politique, qui passe aussi de 7 à 9 membres.

Et ce serait expliqué par le fait qu'un autre membre, Saïd Bouhadja en l'occurrence, étant originaire de la même wilaya que Ziari, à savoir Skikda, il serait opportun de ne pas faillir à l'équilibre régional et c'est ainsi qu'un autre membre est proposé. Il s'agit de Mohamed Alioui, député et secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA),



Photo: Samir Sid

originaire, lui, de la wilaya d'El-Bayadh dans le sud-ouest. Reste le cas

Saïdani : l'ancien président de l'APN, qui n'a ni démissionné ni été écarté

formellement du parti, Bouteflika. D'où sa «disparition». **K. A.**

## LES SYNDICATS DE LA SANTÉ RÉAGISSENT :

# «Les propos de Ouyahia sont blessants»

**Intervenant jeudi devant les députés, le Premier ministre, M. Ahmed Ouyahia, ne s'est pas empêché d'évoquer la grève des praticiens de la santé publique, non pour exprimer les inquiétudes du gouvernement face à un tel mouvement mais encore une fois, pour adopter une attitude de mépris et d'indifférence envers les syndicats autonomes.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - M. Ouyahia a déclaré «ne pas com-

prendre qu'un groupe de syndicats se réveille un beau jour et décide d'une grève de cinq jours», ajoutant que «la grève a ses lois et la justice s'est prononcée sur l'illégalité du débrayage engagé par les professionnels de la santé».

Le Premier ministre a confirmé que les ponctions sur salaires seront effectives, conformément aux lois qui régissent l'activité syndicale. Les déclarations du Premier ministre ont suscité ainsi des réactions chez les syndicats de la santé. Le D<sup>r</sup> Merabet,

chargé de la coordination des syndicats autonomes, a qualifié les propos du Premier ministre d'outrageux pour toute la profession. «Nous constatons qu'à chaque fois que les pouvoirs publics prennent la parole, ils se manifestent avec mépris et avec des propos blessants», a souligné Le D<sup>r</sup> Merabet qui a tenu à rappeler qu'un préavis de grève a été déposé par l'ensemble des syndicats dans les délais et que toutes les procédures utilisées par les syndicats autonomes, dans le cadre de leur lutte pour obtenir

les droits des fonctionnaires, sont intervenues dans le cadre des lois de la République.

Notre interlocuteur a signalé que M. Ouyahia est très au fait de la situation socioprofessionnelle des praticiens de la santé, dès lors que son groupe parlementaire, à l'APN s'est entretenu, par le passé, avec les syndicats autonomes qui lui ont fait part de leurs doléances et revendications.

Les députés du RND avaient promis de transmettre ces revendications à qui de droit. Cependant, aucune suite n'a été réservée à ces entretiens. Par ailleurs, le D<sup>r</sup> Merabet a insisté sur la légitimité du mouvement de grève dans le secteur de la santé et a

rappelé au gouvernement ses promesses non tenues.

«Nous sommes loin des délais annoncés par le gouvernement pour l'application de la nouvelle grille des salaires dans sa globalité. Aujourd'hui, ce que nous demandons ce sont des garanties sur les acquis des fonctionnaires», a-t-il dit, en précisant que le point indiciaire à 45 DA est toujours contesté et que la Fonction publique doit le revoir.

En même temps que le régime indemnitaire, qui nécessite des garanties fermes pour son application, après bien évidemment, l'ouverture de négociations sur ce dernier point.

**R. M.**

## CANDIDATURE DE HANOUNE

### À LA PRÉSIDENTIELLE

# Le PT tempore

Ne cédant ni à la «pression» de ses militants, ni à celle des élus de son parti, Louisa Hanoune préfère temporiser avant d'annoncer sa candidature ou pas à l'élection présidentielle. La secrétaire générale du PT dit préférer agir dans le respect du fonctionnement interne du parti plutôt que de lier cette annonce à celle de Bouteflika.

«En 2004, nous avons tranché en janvier après les réunions des différentes instances du parti. Aujourd'hui, nous avons plus d'expérience, une base plus structurée. Nous sommes beaucoup plus à l'aise. Nous sommes en période de bilan de fin d'année. La discussion est ouverte. Je me dois de respecter le fonctionnement du parti. Le comité central va se réunir incessamment», a tenu à préciser le numéro un du PT à l'occasion d'une conférence de presse animée lors de la clôture des travaux de l'organisation des jeunes du parti.

Ces derniers, réunis en session ordinaire depuis vendredi, ont eu à faire le point sur plusieurs sujets d'actualité, notamment le plan d'action présenté par le Premier ministre.

«Les jeunes sont choqués par les explications de Ouyahia. Il n'est pas concevable que ce dernier dise que les jeunes qui travaillent trois mois dans le cadre du pré-emploi sont sortis du spectre du chômage. Ils ont également déploré que le Premier ministre n'ait pas évoqué les vrais problèmes des jeunes ni proposé des solutions», a précisé Louisa Hanoune qui a synthétisé les préoccupations des jeunes de l'organisation du PT.

Au cours des débats, ces derniers ont parlé du système LMD et des difficultés que cela pose, de la violence dans les cités universitaires et de la campagne qu'ils ont lancée pour susciter plus d'engagement politique au sein des jeunes à l'approche de l'élection présidentielle.

**N. I.**

**La véritable victoire pour les services de sécurité, c'est celle de gagner la confiance des citoyens. Ce sont là les termes du directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), M. Ali Tounsi, qui répondait hier à une question relative à la stratégie adoptée pour empêcher tout attentat terroriste dans la capitale.**

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - La stratégie adoptée, pour la prévention des attentats kamikazes dans la capitale, ne suffit pas à elle seule, a souligné le patron de la DGSN. L'implication de la population aux

côtés des services de sécurité a aussi contribué aux résultats enregistrés en matière de lutte contre le terrorisme. Le démantèlement de plusieurs réseaux de soutien au terrorisme et l'arrestation d'un grand nombre de leurs éléments sont le fruit d'un véritable travail du renseignement. Mais cela n'a pu être réalisé qu'après un long et dur travail de remise en confiance des populations qui avaient, pendant un moment, pris leurs distances vis-à-vis des services de sécurité, tous corps confondus. M. Ali Tounsi n'a pas souhaité s'attarder sur ce sujet, se limitant à parler de l'objet de sa sortie dans l'est de la

capitale, à l'occasion de l'inauguration de trois nouvelles Sûretés urbaines à proximité des quartiers bidonvilles. Ces nouvelles infrastructures auront pour but, selon M. Tounsi, de rapprocher les services de police des citoyens. «Nous avons répondu à une exigence de la population qui a besoin d'être sécurisée», a-t-il répondu. Il indiquera, par ailleurs, que d'autres structures de proximité seront réalisées dans les mois et les années à venir. La couverture moyenne actuelle est d'un policier pour 400 personnes, a affirmé le patron de la DGSN.

**L. M.**